



Les Carnets des Dialogues du Matin

JEAN-FRANÇOIS PRADEAU

L'avenir des
humanités dans
l'entreprise

Les Carnets des Dialogues du Matin

JEAN-FRANÇOIS PRADEAU

L'avenir des humanités dans l'entreprise

Retranscription de la conférence du 10 mai 2011

Sommaire

L'avenir des humanités
dans l'entreprise

p. 5

Jean-François Pradeau

Les publications
de l'Institut Diderot

p. 27

L'avenir des humanités dans l'entreprise

Je m'apprête à mentionner abondamment un terme : « humanités », dont je rappellerai ici combien les usages en sont variés, ne serait-ce que dans le champ académique. Cela fait bien longtemps, depuis Rome, que les humanités peuvent s'entendre en un sens restreint ou bien en un sens très large, selon que les humanités nomment certains savoirs particuliers qui font la valeur de l'homme, ou bien qu'elles désignent de manière générale tout ce que cultive l'être humain. Ces différents usages sont aussi vieux que le latin *humanitas*. En outre, le terme est employé aujourd'hui de manières parfois extrêmement différentes. J'en donnerai quelques exemples, mais chacun a pu observer que le terme est à la mode ; qu'il est question aujourd'hui d'humanités « modernes », qu'il faudrait distinguer des humanités classiques ou « anciennes ». Et chacun sait que l'on parle aussi des humanités pour désigner la culture littéraire et que l'on hésite de moins en moins à employer ce même terme comme un synonyme de « sciences humaines », pour distinguer dans les savoirs ce qui relève d'un côté des sciences, de l'autre des humanités.

ATHÈNES ET ROME, POUR AUJOURD'HUI

Du fait de cette variété d'usages, la question de la définition est donc particulièrement difficile. Et il est assez peu probable que je puisse dans ce texte lui donner une réponse claire et distincte. Je vais me contenter d'une réponse brève et économique.

Par « humanités », j'entends le fait de savoir qu'Athènes et Rome ont existé.

Je précise que ce savoir implique tout de même un certain nombre de choses. D'abord, que l'on sache qu'Athènes existera avant Rome, puis que la culture grecque fut pour quelque chose dans la culture de l'Empire romain, qui lui-même ne fut pas étranger à ce qui allait devenir l'Europe chrétienne. Cela suppose ensuite que l'on sache aujourd'hui qu'Athènes et Rome existèrent hier, et que nous en ayons donc une connaissance historique. Une connaissance suffisante pour que l'on ait accès à ce qui fut vécu, pensé et écrit en grec et en latin il y a une vingtaine de siècles. Une connaissance des deux principales langues anciennes et une connaissance des cultures anciennes. Enfin, si l'on sait aujourd'hui ce que sont Athènes et Rome, c'est sans doute que l'on y trouve un intérêt. Cela suppose donc, pour finir, que nous pensons et voulons tirer profit, aujourd'hui, de savoir qu'Athènes et Rome ont existé hier.

Si je mets bout à bout ces quelques présupposés, je peux affirmer que les humanités sont la connaissance des cultures et des langues antiques. Les humanités sont une pluralité de savoirs, puisqu'elles embrassent l'histoire de l'Antiquité, la connaissance du grec et du latin, ou bien encore, plus localement, la connaissance de la philosophie ancienne, de la mythologie ancienne, de la musique, des arts et des sciences anciens, en bref de tout autre pan des œuvres de l'esprit d'une époque extrêmement vaste, qui couvre un

millénaire de l'histoire européenne. Les humanités sont donc des savoirs historiques, qui ont pour particularité d'affecter la manière dont nous nous percevons nous-mêmes, aujourd'hui encore. Pour qu'il y ait humanités, je le redis dans les termes de mon raccourci, il faut savoir qu'Athènes et Rome existèrent jadis et que cela ait un sens et une utilité aujourd'hui. Il faut donc que savoir le grec, le latin, l'histoire ou encore la philosophie grecque nous aident à être ce que nous sommes aujourd'hui et nous aident à être ce que nous voulons être aujourd'hui. Il faut donc que le rapport à l'Antiquité ait un intérêt intellectuel et moral pour l'homme d'aujourd'hui. C'est là le sens du terme d'humanités.

Avant de parler d'aujourd'hui, et avant de parler de l'avenir, je vais faire quelques remarques historiques. Ce que je viens de dire des humanités n'a rien de moderne. Le projet même d'un savoir, d'une *eruditio* qui aurait pour but de faire un individu vertueux, c'est exactement ce que recouvre, chez un latin comme Cicéron, la notion d'*humanitas*. Ou plus exactement, celle des études de l'humanité, les *studia humanitatis*.

Le principe de ce qu'expose Cicéron à la manière romaine, et qui avait son équivalent dans la culture grecque, est qu'il faut une certaine éducation pour faire un homme. Pour qu'un individu soit un homme véritable, c'est-à-dire un citoyen vertueux, il faut qu'il maîtrise les savoirs qui vont faire de lui un individu sachant parler, agir et participer à une assemblée. Un citoyen, en somme. L'humanité, ou les humanités, à l'époque, s'entendent donc dans un contexte pédagogique. Les *studia humanitatis* sont les études de l'humain, ou plutôt les études qui font l'humain, puisque c'est en suivant cette bonne éducation que l'individu devient un homme, au sens le plus plein et le plus noble du terme.

Chez les anciens, même si le choix des disciplines peut varier selon les auteurs latins, les humanités sont avant tout les savoirs et les arts des lettres et de la parole.

Je franchis quelques siècles et me retrouve à une époque, celle de l'humanisme renaissant, où les humanités sont de nouveau au cœur des débats éthiques, philosophiques et pédagogiques. L'étude de l'humanité y est de mise, mais le temps a passé et les auteurs de la Renaissance tirent les *studia humanitatis* du côté des études gréco-latines. La Renaissance veut se réapproprier la bibliothèque antique, la reparcourir et y trouver une compréhension du monde et de l'homme. L'Antiquité que se donne la Renaissance est un modèle d'érudition, un modèle éthique et un modèle pédagogique. Les humanités y ont un rôle majeur, nous sommes toujours dans le champ pédagogique et moral, et l'on se demande ce qu'il faut étudier pour devenir un homme vertueux. La réponse est toujours à chercher du côté des belles lettres. Mais le XV^{ème} siècle à Florence ou à Paris n'est plus le cœur de la Rome impériale. Les humanités ont déjà une longue histoire et imposent à ceux qui s'y consacrent une exigence : celle d'aller chercher dans leur passé, dans des langues qui n'existent déjà presque plus, le moyen de s'accomplir.

Ce détour auquel la Renaissance s'était ordonné, nous pouvons l'accomplir aujourd'hui, au prix d'un travail plus complexe, puisque l'éloignement culturel et linguistique est encore plus grand pour nous. Le grec est mort depuis belle lurette, le latin aussi, Athènes et Rome sont des objets d'intérêt historique. Nous sommes des modernes. Et pourtant, nous n'en faisons pas moins l'effort d'aller trouver dans notre passé antique les clefs de notre modernité.

C'est ce détour que nomme le terme « humanités ». Des humanités qui ne sont plus celles des Latins, puisque leur

humanitas était leur actualité, pédagogique et éthique, menée dans leur langue. Qui ne sont plus, non plus, celles de la Renaissance, pour qui les Humanités étaient rien moins qu'un projet de civilisation et une intelligence nouvelle du monde. Nos humanités à nous occupent un terrain plus modeste. Elles sont, pour beaucoup, une affaire scolaire. Oui, aujourd'hui, les humanités sont à l'école. Et pour tout dire, elles ne s'y portent pas très bien.

LES PARADOXES DES HUMANITÉS À L'ÉCOLE

Je donne ici quelques chiffres sur la situation de l'enseignement des langues anciennes. Ce sont des chiffres bien connus, dont les pédagogues savent qu'ils ont quelque chose de résolument paradoxal.

Le latin, une langue pour les collégiens en 2010

- 503 628 latinistes (584 506 en 1999)
 - 435 408 collégiens (18,9 %)
 - 68 220 lycéens (4,8 %)
- 35 479 hellénistes (27 577 en 1999)
 - 19 013 collégiens (2 %)
 - 16 466 lycéens (1,1 %)

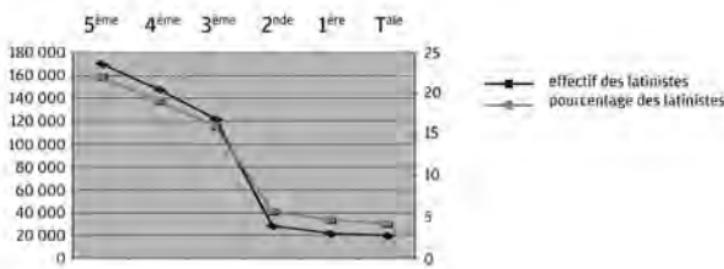
Ces données indiquent quelque chose, d'abord, qui devrait interdire que l'on se lamente trop vite sur l'effondrement ou la disparition des langues anciennes : le nombre de latinistes n'a jamais été aussi élevé en France que ces dix ou quinze dernières années. Plus d'un demi-million d'enfants apprennent le latin au collège et au lycée. Et plus de 35 000 font du grec. En valeur absolue, ces chiffres sont très impressionnantes. Ils peuvent autoriser des diagnostics très heureux. On peut dire par exemple que jamais, dans

l'histoire moderne de notre pays, autant de jeunes gens n'auront fait du latin. Si l'on rapporte les chiffres de l'enseignement du latin au collège à l'ensemble de la classe d'âge, on s'aperçoit qu'un adolescent sur trois fait du latin en France.

« Fait du latin », oui, du moins en classe de 4^{ème}. Aujourd'hui, en France, environ 150 000 élèves de 4^{ème} font du latin. En 1920, ils étaient 15 fois moins nombreux, puisqu'on en comptait environ 10 000. Bien entendu, ces chiffres ne signifient rien d'autre que l'accroissement de la durée des études. La majorité d'une classe d'âge fait aujourd'hui des études secondaires, et la scolarité obligatoire conduit donc en classe de latin un nombre élevé de collégiens.

On peut se réjouir de ce grand nombre, mais, dès que l'on observe le comportement des cohortes, année après année de collège, la situation est moins réjouissante. Après une initiation en 5^{ème}, le latin est installé en 4^{ème}. Il s'agit d'une option, qui est choisie par environ 22 % des collégiens. Rome triomphe. Mais le déclin ne tarde pas. L'année de 3^{ème}, les effectifs chutent, alors que l'option devrait en théorie être conservée. Mais l'éducation nationale et les établissements s'en accommodent, les effectifs baissent et l'été du passage du collège au lycée, ils s'effondrent.

The History of the Decline and Fall of the Roman Empire



De ces nouveaux chiffres, deux leçons peuvent être tirées :

- D'abord, qu'il y a une part considérable d'illusion dans les chiffres très élevés de latinistes. Parce que le latin qu'un adolescent sur trois apprend, il ne l'apprend en réalité que très peu de temps. Tout au plus deux ans, ce qui bien sûr ne lui donnera ni le temps d'apprendre la langue, ni le temps d'emmagasiner un bagage utile. De sorte, et c'est tout le paradoxe, que l'on fait finalement assez peu de latin en France. Et de grec encore moins. Il faut ajouter à cela que, depuis dix ans, le nombre de collégiens latinistes baisse. Il faut dire que les pouvoirs publics, depuis une quinzaine d'années, n'ont pas favorisé ces disciplines.
- C'est la deuxième leçon que je souhaite tirer de ces chiffres. Autant le latin a sa place comme option favorisée, au collège, c'est-à-dire à un moment où les élèves n'ont guère d'autres options, autant il devient parfaitement marginal en seconde et en général au lycée. Le latin et le grec n'y sont que des options parmi d'autres, et en aucun cas des disciplines fondamentales, pas même dans les filières littéraires. Ce qui signifie que l'on peut s'en passer, que l'apprentissage de ces langues n'entre plus dans la formation des jeunes gens. Ils ne font plus partie des apprentissages qui font l'homme ou le citoyen du jour. Vous pouvez envoyer votre enfant à Paris au lycée Henri-IV, puis le laisser mener ses études jusqu'à HEC, à Polytechnique ou même à l'École Normale Supérieure sans qu'il fasse de latin. En 1920, cela n'était pas possible. Pas même dans un cursus de mathématiques. Les temps ont changé.

Je m'en tiens dans cet exposé à la situation française, mais on peut noter à tout le moins rapidement que ce qui prévaut dans notre pays ressemble à ce qui s'observe ailleurs. Les traditions scolaires ne sont pas identiques, mais dans le

système scolaire de la plupart des pays développés occidentaux, l'enseignement des langues anciennes est parfaitement marginal.

Aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, seuls 1 à 2 % des élèves scolarisés dans l'équivalent de notre enseignement secondaire étudient le latin. Quant à l'Allemagne, la situation varie selon les länder de 5 à 8 %. Dans chacun de ces pays, comme dans le nôtre, seule une partie des établissements propose ces enseignements optionnels. C'est le cas aussi bien et parmi d'autres au Danemark, ou bien encore aux Pays-Bas, qui pour leur part ont un cursus littéraire au lycée, dans le « Gymnasium », au sein duquel les langues anciennes sont obligatoires. L'Italie est en Europe une exception. Parce qu'au sein du système scolaire italien, il existe cette fois plusieurs filières au sein desquelles le latin est obligatoire. De sorte que les latinistes qui entrent au lycée y sont près de 41 %.

Si l'on omet les lycées italiens et les élèves des écoles primaires de Chypre, qui font obligatoirement du grec ancien, on peut dire de la situation européenne qu'elle est relativement homogène, en ce sens qu'elle a réduit l'enseignement des langues anciennes au rang d'option. On peut appartenir aujourd'hui à l'élite européenne sans avoir été formé au latin.

Alors, faut-il s'en plaindre ? Peut-on se plaindre qu'une langue morte soit morte et qu'elle ne s'enseigne plus ? Si l'on aime le latin ou le grec, oui. Si l'on est attaché de manière générale aux humanités, oui encore, parce que les lycéens qui, dans leur extrême majorité, ne font ni latin ni grec poursuivront leurs études. Une bonne moitié d'entre eux ira dans le supérieur, suivre des enseignements de lettres ou de sciences humaines. Ils étudieront donc le français, des langues vivantes romanes, sans savoir le latin ; ils

étudieront la philosophie ou l'histoire ancienne sans connaître ces langues anciennes. On peut considérer légitimement qu'ils seront empêchés. Avant de revenir sur la situation qui prévaut dans l'enseignement supérieur, je veux redire combien, en soi, le faible nombre de lycéens latinistes et hellénistes n'est ni nouveau ni alarmant. Ni nouveau parce que, après tout, en nombre absolu, les latinistes qui passent le bac n'ont jamais été très nombreux. Ils le sont aujourd'hui bien plus qu'en 1920 et un peu plus qu'en 1960. Ni alarmant, en réalité, parce que cette diminution ne menace pas l'enseignement de la langue. C'est un avis dont je sais qu'il n'est pas partagé par les plus pessimistes d'entre nous.

En revanche, la faiblesse proportionnelle et relative de l'enseignement des langues anciennes me paraît plus préoccupante. La faiblesse proportionnelle, c'est celle qui est attachée au parcours des étudiants qui vont poursuivre des études de lettres, d'histoire ou de philosophie, en étant privés d'accès à un nombre considérable de ressources. Comment se familiariser avec l'œuvre de Platon si on ne possède pas quelques rudiments de grec ancien. Comment consulter des documents historiques médiévaux si l'on ne sait pas un peu de latin ? Comment, dans les mêmes conditions, suivre un enseignement d'ancien français ? Les étudiants vont se trouver réduits à ne travailler qu'avec des traductions et à se mouvoir toujours dans un univers de seconde main. Ils feront alors, et par défaut, l'expérience du caractère à la fois séminal et instrumental des langues anciennes. Et de la même manière, ils comprendront, par défaut là aussi, que l'Antiquité est moins éloignée qu'il n'y semblait.

LES HUMANITÉS DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR : UN BESOIN SANS RÉPONSE

La situation pédagogique qui prévaut dans le secondaire s'impose également dans l'enseignement supérieur, où l'on tente depuis une quinzaine d'années de remédier aux lacunes linguistiques. L'introduction d'enseignements de grec et de latin pour grands commençants ou débutants est devenue courante. C'est une solution qui permet de former au latin et au grec des étudiants qui comptent donc parmi les 95 % de bacheliers n'ayant pas appris de langue ancienne au lycée.

C'est par ce biais que l'Université essaie de donner à ses étudiants de lettres, d'histoire ou de philosophie les outils linguistiques que le secondaire ne leur a pas donnés. Aux autres étudiants, dans les filières scientifiques d'un côté, ou bien de droit-économie-gestion de l'autre, tout comme dans l'ensemble des formations supérieures professionnelles, aucun enseignement de ce type ne sera délivré. C'est dire que, dans le supérieur, l'enseignement des langues anciennes relève encore et seulement d'un choix optionnel. Un choix encore plus restreint qu'il ne l'était déjà dans le secondaire.

Apprendre le latin ou le grec n'est proposé (en aucun cas imposé), qu'aux étudiants qui suivent un cursus de lettres ou de sciences humaines. Proposé car le latin n'est à ce jour une obligation que pour les candidats à l'agrégation de lettres modernes, et rien ne dit que cette obligation perdurera.

Si cette faiblesse ou cette disparition sont alarmantes, c'est relativement à certains de leurs effets. Je ne parle pas du désœuvrement du professeur de grec ou de latin, dont on peut imaginer qu'il sera bientôt employé comme il convient à ranger les ouvrages dans un CDI ou à

accompagner les sorties scolaires. Non, je pense plutôt aux effets sur les autres savoirs, sur la langue, sur la pensée. Et je pense au fait que l'enseignement des langues anciennes fait entrer dans l'apprentissage des langues et de la littérature d'aujourd'hui une profondeur et une histoire. Les langues anciennes inscrivent dans notre propre langue une forme d'altérité et d'héritage, lorsque l'on comprend d'où vient notre langue et sur quoi elle repose ; et elles inscrivent dans la perception que nous avons de nous-mêmes un rapport à des ancêtres, à des parents qui avaient des exigences et qui ont fait des œuvres. Des prédecesseurs, par rapport auxquels nous nous situons. Si ce passé et cette altérité sont soustraits de l'apprentissage de notre propre langue et de notre propre histoire, alors nous parlerons un français sans histoire. Si Athènes et Rome ne se rappellent pas à notre souvenir, alors nous vivons dans une Europe sans profondeur, dont les héros fondateurs archaïques seront sans doute Maurice Schumann, Helmut Kohl et François Mitterrand. Et sans Rome, que pèsent notre culture et nos religions ? Sans Rome, la chrétienté n'a plus d'épaisseur et notre culture est un flux d'informations dont on peut espérer, au mieux, qu'il durera aussi longtemps qu'une page Web sur le réseau.

Je peux le dire de manière moins lyrique, en constatant que l'apprentissage du latin et du grec féconde l'apprentissage des autres langues, la nôtre en tout premier lieu. Que l'étymologie grecque ou latine ne peut faire de mal à un futur médecin et que la connaissance de la littérature et des arts anciens s'avérera indispensable à un historien de l'art.

Je peux surtout identifier, aujourd'hui, ce que l'on pourrait appeler une demande sociale d'humanités.

LES HUMANITÉS DONT NOUS AVONS BESOIN

Une demande de douceur, parce que quelque chose de l'*humanitas*, de l'humanité morale et attentive, nous manque.

Une demande de savoir, parce que la seule valeur de l'enrichissement ne semble pas nous suffire et que nous avons un besoin d'*eruditio*.

Une demande de grandeur, aussi, parce que nous avons besoin de modèles de vertu et que nous attendons de la littérature d'hier et d'aujourd'hui qu'elle nous en donne. Et cette demande n'est ni sourde, ni discrète. L'intérêt que nous portons en Europe à l'Antiquité, c'est-à-dire dire à nos origines et à ce qui fait une part considérable de notre identité, cet intérêt est partout visible.

Notre modernité la plus ordinaire est curieuse d'Antiquité, et on se rend compte qu'elle accomplit de diverses manières son détour humaniste. Parce qu'elle réécrit des œuvres antiques ou les adapte, parce qu'elle multiplie les séries télévisées ou les films qui prennent l'Antiquité pour objet, parce que la mythologie gréco-latine reste un objet d'intérêt et un matériau culturel on ne peut plus actuel. Ce que l'on cherche dans l'Antiquité, ce sont des réponses et des modèles. Et si on les cherche dans l'Antiquité, c'est parce que l'on sait qu'on va les y trouver. Ce qui veut dire que nous ne les cherchons pas ailleurs et que nous continuons spontanément à nous tourner vers Athènes et vers Rome. Nous ne leur avons pas donné congé.

Si quelqu'un donne congé aux humanités, aujourd'hui, ce n'est peut-être pas la société dans son ensemble. Et ce ne sont pas même les acteurs économiques ou les entreprises. Je ne suis pas sûr du tout que l'affaiblissement de la langue, du sens historique, de la connaissance de l'Europe ou la méconnaissance de l'Antiquité soit un choix

délibéré ourdi par les entrepreneurs. En revanche, l'affaiblissement des humanités est bien un choix délibéré de la puissance publique.

J'en reviens à la question de l'enseignement des humanités, pour dire un mot de l'enseignement supérieur. Le cursus qui, dans le supérieur, forme au latin et au grec est le cursus de Lettres classiques. Il a ses licences, ses masters, ses concours d'enseignement. Aujourd'hui, sur les 80 universités françaises, 33 établissements proposent un enseignement de lettres classiques. Toutes ces filières sont en crise démographique, toutes se heurtent à une chute des effectifs. Certaines universités ont fermé les licences de lettres classiques, d'autres, comme l'université de Nanterre, ont ouvert des parcours « classiques » dans des licences pluridisciplinaires. Parfois avec succès.

LES HUMANITÉS, UN SLOGAN ?

Depuis quelques années, les départements de lettres classiques perdent leurs étudiants et sont maintenus à flot par les cursus de lettres modernes ou d'histoire ancienne, qui nécessitent des enseignements de latin.

Il est très difficile d'obtenir les chiffres aujourd'hui, parce que les universités françaises se soustraienr toujours à la culture de l'évaluation et de la publication des effectifs et des résultats, mais, à vue de pays et très très généreusement, on peut estimer au mieux à un petit millier le nombre d'étudiants qui font des lettres classiques en France.

Ce qui pose bien sûr des problèmes pour le recrutement des enseignements. L'an dernier, au concours de recrutement des enseignants du Capes de lettres classiques, 170 enseignants ont été recrutés alors qu'il n'y avait que le double de candidats (ce qui est peu pour un concours

d'enseignement). Pour être précis et noircir ce tableau, les candidats non éliminés du Capes, c'est-à-dire ceux qui avaient composé toutes les épreuves, n'étaient en réalité que 290. 170 d'entre eux sont désormais enseignants. Cela fait du Capes de lettres classiques l'un des concours de recrutement les plus faciles de l'Éducation nationale. Et pourtant, cela ne le rend pas davantage attractif, puisque le nombre des candidats qui le présentent ne cesse de baisser année après année.

Ce qui est vrai du latin et du grec l'est des autres savoirs qui font les humanités. L'histoire ancienne et la philosophie ancienne connaissent la même démographie, avec une baisse qui se manifeste cette fois dans le nombre de mémoires de master soutenu dans ces champs. Les savoirs de l'Antiquité sont en chute libre.

Du moins le sont-ils dans l'enseignement supérieur comme ils le sont au lycée.

Mais je doute que l'on puisse pour autant parler d'une crise des humanités. L'avenir des humanités n'est pas absolument sombre. D'abord parce que nous avons en France une tradition savante et culturelle qui est d'une grande richesse et encore d'une grande vigueur. L'Université française, à la fin du XIX^{ème} et au début du XX^{ème} siècle, s'est dotée d'une culture philologique de très haut niveau, qui lui permet aujourd'hui de rester parmi les pays européens et occidentaux qui portent la possibilité d'un nouvel humanisme. Les outils scolaires, les moyens de former la jeunesse, les bibliothèques et les centres de recherche sont encore là. Nous savons encore, en France, qu'Athènes et Rome ont existé, et nous avons les moyens de transmettre ce savoir.

Qui plus est, et c'est le plus important, la demande sociale existe. Ce qui est en crise, en revanche, c'est le modèle

scolaire de transmission des humanités.

Et les pouvoirs publics ont une responsabilité d'autant plus grande que la demande scolaire existe, et que lorsque des classes de grec sont ouvertes dans les collèges, les familles y envoient leurs enfants.

Ce sont les pouvoirs publics qui se sont ingénierés, en France comme dans plusieurs pays d'Europe, à marginaliser les enseignements de langue ancienne. Mais la société elle-même ne me semble pas avoir fait le deuil des humanités, loin de là. Si l'avenir est sombre, il l'est pour l'enseignement. Et plus particulièrement dans le secondaire. Et rien ne dit que cela va changer dans un avenir proche. Mais l'avenir n'est pas sombre partout, dans l'ensemble d'une société qui plébiscite les sagesse antiques, qui lit du Platon comme jamais (Platon en poche, ce sont des succès de librairie avec des ventes qui dépassent les 150 000 exemplaires), qui tourne des péplums, des séries télévisées sur Rome, ou bien encore qui réfléchit aux vertus ou à la conception de la démocratie des penseurs antiques. En revanche, l'école, c'est-à-dire l'Etat, peine à suivre : l'Éducation nationale a renoncé à défendre les humanités. Mais l'espoir est permis. Parce qu'il existe des indices tangibles de ce que les institutions d'enseignement supérieur et de recherche ont pris conscience des enjeux. Elles en ont d'autant mieux pris conscience qu'elles sont confrontées aux lacunes littéraires, culturelles ou linguistiques de leurs étudiants, et qu'elles éprouvent le besoin de mieux les former à la maîtrise de la langue française. Les raisons en sont ce qu'elles sont, toujours est-il que depuis cinq ans environ, le vocable « humanités » est à la mode dans les formations du supérieur.

A SciencesPo, depuis deux ans, il existe une filière intitulée « Sciences sociales et humanités littéraires », qui

est un diplôme conjoint avec la Sorbonne. Les élèves de SciencesPo suivent un cursus ordinaire en sciences politiques et sociales, qui est complété par un enseignement au choix de lettres, d'histoire ou de philosophie. Humanités désigne donc un enseignement en plus, qui ne concerne pas les langues anciennes ni l'Antiquité. D'autres cursus pluridisciplinaires montrent une même ambition, toujours sous le même label « Humanités », en proposant comme le fait l'université scientifique Pierre et Marie Curie une licence « Sciences et Humanités », qui mêle de manière très équilibrée un enseignement scientifique et un enseignement littéraire. Sans toutefois qu'on y trouve de la philosophie, de l'histoire, ni aucune présence des langues anciennes. Les humanités, ici, ce sont des lettres modernes et une langue vivante.

Rien de comparable, en l'occurrence, avec la licence pluridisciplinaire créée par l'université de Nanterre, qui associe dans un même enseignement quatre disciplines (les lettres, la philosophie, l'histoire et les langues), et qui rend obligatoire la pratique d'une langue ancienne, tout en y ajoutant des enseignements d'histoire et de philosophie antiques. On a là un usage beaucoup plus orthodoxe et légitime du terme humanités, puisque cette licence permet à ses étudiants de faire un détour par Athènes et Rome.

Le label « Humanités » est également revendiqué par des masters, y compris désormais des masters professionnalisants. C'est le cas par exemple de l'université Paris-Dauphine, qui a créé un master « Humanités et Management ». C'est dire que le terme est devenu singulièrement à la mode dans les facultés et les écoles, grandes ou petites, publiques ou privées. Mais là encore, lorsque l'on observe le contenu de l'enseignement de

Dauphine, que trouve-t-on ? Athènes et Rome ? Non. De l'histoire antique ? Pas davantage. De la philosophie ? Non plus. Des lettres alors ? Eh bien non.

En réalité, ce master est un master « pour littéraires », c'est-à-dire une formation réservée à des étudiants issus de lettres ou de sciences humaines, qui vont recevoir à Dauphine un complément de formation en économie, gestion et finances. Les humanités, ici, ne nomment même plus un enseignement, mais elles ne sont plus qu'un label qui désigne les étudiants eux-mêmes.

Ces quelques exemples suffisent à indiquer que, dans la plupart des cas, le label « Humanités » désigne, au mieux, la présence dans le diplôme d'un enseignement littéraire ou un cours de culture littéraire.

Parmi les spécimens que je viens d'évoquer, sans doute peut-on se demander lequel va l'emporter. Lequel dessine au mieux l'avenir des humanités ? Si la solution d'un enseignement pluridisciplinaire impliquant obligatoirement un enseignement de langue ancienne et une vraie formation antiquisante s'impose, alors c'est l'expérience nanterroise qui sera généralisée.

Si le modèle d'une formation complémentaire au management s'impose, alors on offrira un débouché aux étudiants littéraires, mais au prix d'un renoncement à leurs études littéraires. Quant aux formations de droit, économie, gestion ou commerce, on les préservera de toute fréquentation des humanités.

Les humanités sont à la croisée de ces chemins.

Voilà qui inspire deux remarques :

La première est que nous sommes confrontés à un engouement de fait : un grand nombre de formations académiques veulent comporter une partie d'humanités. Cela pourrait être lu négativement : les humanités sont

ici un vernis de surface, qui vient corriger les lacunes culturelles et sans doute grammaticales, des candidats d'une filière. Négativement encore, en se disant que les formations répondent ainsi et de manière artificielle à une demande sociale de sens, de non-rentabilité, et qu'elles tentent de la satisfaire en mettant de l'homme au centre de tout cela, comme on y mettrait de l'humanitaire. On peut aussi lire cela de manière positive, comme le signe de ce que l'enseignement supérieur a réellement pris conscience d'un besoin qui est à la fois exprimé par les étudiants, désireux de s'instruire indépendamment des enseignements professionnalisants, et par les employeurs, qui reconnaissent à ce type de filières d'être plus, voire mieux formatrices que celles qu'elles remplacent.

La seconde remarque est relative à la confusion qui règne dans les usages diplômants du terme, avec une part évidente d'effet de mode, pour ne pas dire d'esbroufe. Comment comparer ce que proposent sous le même label les universités de Nanterre et de Dauphine ? La confusion est manifeste, et l'on conçoit volontiers qu'elle se fera aux dépens de ce que sont, véritablement, les humanités.

Il n'en demeure pas moins qu'un besoin fort s'exprime et qu'il s'exprime justement à la conjonction des besoins professionnels et de la formation universitaire. Les entreprises, à de très rares exceptions près, avaient laissé les humanités à leur porte. Mais désormais, tout porte à croire qu'elles les appellent.

Il est grand temps de permettre à la société dans son ensemble, et à l'entreprise en particulier, de s'intéresser aux humanités. Parce que la situation est nouvelle, parce que nous avons besoin que l'initiative privée s'empare de cet enjeu. Pour que le rendez-vous ne soit pas manqué, il faut que l'entreprise rencontre les humanités en temps

que telles, et non pas simplement leur nom. C'est-à-dire qu'elle puisse prendre comme salariés des jeunes gens qui ont une culture historique et littéraire, et qui ont un rapport moral au savoir. Je veux dire par là, qui pratiquent une forme d'érudition dont ils ont la conviction qu'elle va les rendre meilleurs. Et qu'elle a un sens pour eux. Une forme d'érudition qui va leur permettre de mieux comprendre le monde qui les entoure et de mieux agir.

Il y a deux façons de faire entrer les humanités dans l'entreprise. D'abord, avec les étudiants qui ont suivi des études de lettres ou de sciences humaines. Soit en pratiquant les humanités à la mode Dauphine, en leur donnant un complément de formation qui les rendra, comme l'on dit, opérationnels dans l'entreprise. Soit en les encourageant à y entrer, comme le fait l'opération Phénix, sans même les astreindre à un complément de formation managériale. Ensuite, avec les étudiants qui ne sont pas dans les cursus littéraires, en militant pour que leur formation puisse davantage à la source ancienne. C'est dans ce sens que vont certaines des formations pluridisciplinaires que j'ai évoquées plus haut et dont je crois que les entreprises gagneront à les soutenir.

Elles veulent en effet des collaborateurs qui sachent écrire. Dans un monde de service et d'information, où le temps de lecture quotidienne sur écran est devenu considérable, les entreprises savent que l'écrit redevient essentiel, et elles ont compris que la formation en lettres était indispensable. Et un étudiant formé en lettres, c'est un étudiant qui a fait un peu de latin, qui sait qu'Athènes et Rome ont existé et qui est en mesure de faire quelque chose de ce savoir. Les entreprises savent qu'elles ont besoin des lettres et de la culture européennes. Pour mener sa barque dans une économie mondialisée, en Européens, en réalité, on n'a

plus le choix : c'est les humanités ou le désastre.

Ce qui devrait nous permettre d'envisager l'avenir des humanités du point de vue des entreprises elles-mêmes. L'Etat et l'école ont fait des choix discutables, dont il va falloir plusieurs années pour sortir. En clair, dont nous ne sortirons que lorsque les langues anciennes ne seront plus confinées, y compris dans les filières littéraires les plus classiques, au rayon des options de second rang. D'ici-là, les entreprises peuvent prendre la main. Elles sont mieux placées que quiconque pour investir dans les Humanités. Parce qu'elles en ont les moyens, par ce que les fonds de dotation et les fondations leur en donnent le cadre institutionnel

Et qu'elles peuvent également les intégrer à la formation de leurs propres collaborateurs. La connaissance de l'Antiquité, y compris de ses langues, parce qu'elle est un rapport réellement enrichissant et utile, doit avoir sa place dans l'entreprise. Après tout, un séminaire sur l'Europe ancienne peut avoir autant sinon plus d'intérêt qu'un séminaire de « Team Building » ou de « Mémoire des noms », sur deux jours, à 1450 euros H.T. par individu. Voilà qui plaide en faveur de deux objectifs : il faut qu'une dimension réellement humaniste soit inscrite au cœur des formations universitaires professionnalisantes qui mènent à l'entreprise. Cette fois, par humaniste, j'entends un enseignement historique et littéraire des cultures européennes anciennes. Et un enseignement d'histoire des idées. Il faut ensuite que les entreprises mettent au menu de leur formation continue des objets qui puissent satisfaire le besoin d'humanités.

C'est un double objectif qu'une fondation pourrait atteindre.

Je le dis avec d'autant plus de confiance que je porte avec

d'autres un projet de ce type, puisque je milite pour la création d'une « Fondation pour les Humanités¹ ». Une fondation qui veut intéresser, dans tous les sens du mot, l'ensemble de la société aux humanités. Une fondation qui soit un levier d'encouragement pour les jeunes gens qui se forment aux humanités, et à qui l'on pourrait offrir des bourses et des moyens de travail. Une fondation qui remette la France au cœur de l'Europe humaniste. Une fondation qui soit un instrument de diffusion et de promotion des humanités, ouvert à ceux qui en ont besoin et adapté à ceux qui en ont besoin. La recherche, l'académie, les élèves, les étudiants, mais aussi les actifs et les entreprises.

Le projet que je porte, avec des universitaires et des personnalités étrangères au monde académique, veut faire la preuve par l'exemple de l'utilité sociale des humanités, en montrant qu'elles peuvent vivifier et instruire le débat public. Les débats du jour sur les fins de la vie collective, sur la vertu du citoyen, sur l'identité collective, tous gagneraient à être éclairés par ce qu'avaient pensé et écrit nos prédécesseurs à Athènes et à Rome. Et ces débats, tout comme les connaissances qu'ils supposent, il convient de les porter partout où ils ont lieu, sans les enfermer dans les lieux académiques ou scolaires.

Retrouvez l'intégralité du débat en vidéo sur www.institutdiderot.fr

1. La Fondation Humanitas, Fondation Européenne pour les Humanités : www.fondation-humanitas.org

Les publications de l’Institut Diderot

Dans la même collection

L’avenir de l’automobile

Louis Schweitzer

Les nanotechnologies & l’avenir de l’homme

Etienne Klein

L’avenir de la croissance

Bernard Stiegler

L’avenir de la régénération cérébrale

Alain Prochiantz

L’avenir de l’Europe

Franck Debié

L’avenir de la cybersécurité

Nicolas Arpagian

L’avenir de la population française

François Héran

L’avenir de la cancérologie

François Goldwasser

L’avenir de la prédition

Henri Atlan

L’avenir de l’aménagement des territoires

Jérôme Monod

L’avenir de la démocratie

Dominique Schnapper

L’avenir du capitalisme

Bernard Maris

L’avenir de la dépendance

Florence Lustman

L’avenir de l’alimentation

Marion Guillou

L’avenir de la famille

Boris Cyrulnik

L'avenir des villes

Thierry Paquot

L'avenir du droit international

Monique Chemillier-Gendreau

L'avenir du populisme

Dominique Reynié

Les Notes de l'Institut Diderot

L'euthanasie, à travers le cas de Vincent Humbert

Emmanuel Halais

L'avenir de la procréation

Pascal Nouvel

La République à l'épreuve du communautarisme

Eric Keslassy

Proposition pour la Chine

Pierre-Louis Ménard

L'habitat en utopie

Thierry Paquot

Les Dîners de l'Institut Diderot

La Prospective, de demain à aujourd'hui

Nathalie Kosciusko-Morizet

Politique de santé : répondre aux défis de demain

Claude Evin

La réforme de la santé aux Etats-Unis : quels enseignements pour l'assurance maladie française ?

Victor Rodwin

Les Entretiens de l'Institut Diderot

L'avenir du progrès (actes des Entretiens 2011)

L'avenir des humanités dans l'entreprise

À de rares exceptions, les entreprises ont laissé les humanités à leur porte. Elles les demandent aujourd'hui, parce qu'elles ont besoin de collaborateurs qui sachent écrire. Dans un monde de service et d'information, où le temps de lecture et d'écriture est considérable, la formation « littéraire », sinon humaniste, devient indispensable. Les humanités entreront ainsi dans l'entreprise de deux manières. D'abord, par l'embauche de jeunes diplômés qui auront suivi des études de lettres ou de sciences humaines. Ensuite, par celle de diplômés de cursus autres que littéraires, au sein desquels il aura été fait place aux humanités.

L'École a fait des choix discutables. Elle ne les corrigera que lorsque les langues anciennes sortiront du giron confiné des options de second rang. Que les entreprises prennent donc la main en attendant. Nul n'est mieux placé qu'elles pour investir dans les humanités : elles ont les moyens d'agir sur les diplômes professionnalisants, sur la formation continue, ou bien à travers des fondations ou des fonds de dotation. Les entreprises paient pour leurs cadres des week-ends de *team building* ; rien ne leur interdit de leur faire mieux connaître Athènes et Rome. C'est à la fois moins cher et plus utile.



“

Professeur de philosophie antique à l'Université Lyon III, il est depuis mai 2009, conseiller au cabinet de Nathalie Kosciusko-Morizet.

Jean-François Pradeau

La présente publication ne peut être vendue